Coordination 12/

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre du Congo belge et du Ruanda-Urundi, le 25 juillet 1959, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de décret "créant l'organisme chargé de la construction et de l'exploitation d'Inga", a donné le 30 juillet 1959 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vakantiekamer, de 25e juli 1959 door de Minister van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van decreet "tot oprichting van de instelling belast met de aanleg en de exploitatie van Inga", heeft de 30e juli 1959 het volgend advies gegeven :

Le projet tend à créer un établissement public, dénommé "Inga", chargé d'utiliser les eaux du fleuve Congo au site d'Inga, pour la production d'énergie électrique ou à toutes autres fins.

L'article 22, alinéa 1er, de la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge ne fait pas obstacle à ce que le Roi, exerçant le pouvoir législatif par décret, crée un établissement public tout en délaissant à un arrêté royal le soin d'en établir le statut détaillé.

Selon les vues du Gouvernement, le nouvel établissement public ne doit être que transitoire et devra se borner à la mise en train de l'exploitation économique du site d'Inga. Il ne doit avoir qu'une existence brève et devra être un jour remplacé par un organisme définitif. Dans le régime définitif, le Congo belge sera associé avec d'autres personnes publiques ou privées. Cela résulte à la fois des renseignements donnés au Conseil d'Etat par le délégué du Ministre, et du dernier alinéa de l'article 2 du projet, rédigé en ces termes :

.../...

"En vue de la réalisation de son objet principal, Inga s'associera avec des personnes publiques ou privées, belges, congolaises ou étrangères, en se constituant, moyennant autorisation et sous les conditions à fixer par le Roi, en association de droit public ou privé. A cet effet, le Roi prononcera la dissolution de l'établissement public".

Si le but de cette disposition était uniquement de manifester les intentions du Gouvernement, elle ne serait pas à sa place dans un texte normatif. Mais elle a un autre objet : habiliter, dès à présent, et à la fois le Roi à créer un nouvel organisme, à fixer les principes de son fonctionnement et à dissoudre Inga pour transférer, au nom du Congo belge, l'universalité de ses biens à l'organisme nouveau.

La disposition envisagée n'est pas sans équivoques. D'une part, Inga s'associera avec des personnes publiques ou privées; d'autre part, le Roi prononcera la dissolution d'Inga. On ne voit pas comment l'établissement public pourrait, sans subsister, s'associer à d'autres personnes juridiques. Le texte ci-après exprimerait les intentions du Gouvernement telles que celles-ci ont été exposées par son délégué :

.../...

"Lorsque le Roi estimera que les circonstances économiques autorisent le transfert de la mission principale d'Inga à une association de droit public ou à une société de droit privé, Il procédera, par arrêté royal, à la dissolution de l'établissement public Inga et participera, aux conditions qu'un arrêté royal déterminera, à la création d'une association de droit public à laquelle apport sera fait, au nom du Congo belge, de l'universalité des biens d'Inga, ou cédera, au nom du Congo belge et aux conditions qu'un arrêté royal déterminera, l'universalité des biens d'Inga à une société de droit privé.

Le Roi pourra, si le besoin s'en fait sentir, décider qu'Inga subsistera pour les besoins de sa liquidation".

Cette disposition qui, au demeurant, est étrangère à la détermination de la mission d'Inga à laquelle tout le reste de l'article 2 du projet est consacré, devrait faire l'objet d'un article distinct à placer in fine du projet.

Dans le délai très bref qui est laissé au Conseil d'Etat pour donner son avis, celui-ci n'a pu examiner d'une manière approfondie le problème que soulèvent au regard de l'article 22, alinéa 3, de la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo belge, les intentions du Gouvernement relativement à la substitution d'un autre organisme à l'établissement public que le décret instituera. Le projet laisse à un arrêté royal le soin de décider s'il sera fait appel à une association de droit public ou à une société de droit privé; il charge aussi le Roi d'arrêter,

.../...

dans la même forme, les conditions auxquelles l'association de droit public ou la société de droit privé devront répondre pour que le Congo belge puisse participer à l'entreprise et céder l'universalité des biens d'Inga . Ces points sont d'une importance considérable et semblent déborder la notion de délégation compatible avec l'article 22, alinéa 3. Celui-ci dispose "La délégation du pouvoir législatif est interdite".

La même objection ne peut toutefois être opposée avec la même force aux dispositions qui chargent le Roi d'arrêter les statuts de l'établissement public car le décret détermine lui-même les principes essentiels du fonctionnement ainsi que les modalités du contrôle qu'il appartient à la puissance publique d'exercer.

\+

\+ \+

Le troisième alinéa de l'article 3 du projet porte :

"Le Congo belge mettra en outre à la disposition d'Inga le solde non utilisé des crédits prévus aux budgets du Congo belge en vue de l'acquisition de ces biens et de la réalisation des dits travaux et études".

.../...

Cette disposition semble avoir un caractère purement transitoire pour l'exercice 1959 et les exercices non encore clos de 1957 et de 1958. Aux termes de l'article 12, alinéa 3, de la loi du 18 octobre 1908, les transferts devront cependant faire l'objet d'un projet de loi d'approbation, à moins que, pour l'exercice 1959, il soit encore possible de modifier le projet de budget extraordinaire.

Le dernier alinéa de l'article 3 est rédigé comme suit :

"Le Roi déterminera la date et les modalités de la reprise par Inga de la situation active et passive de l'Institut national d'Etudes pour le développement du Bas-Congo".

Tel qu'il est rédigé, ce texte donne à penser qu'il sera incessamment mis fin à l'activité de l'Institut national d'études pour le développement du Bas-Congo. Or, il résulte des explications du délégué du Gouvernement que l'Institut national d'études pour le développement du Bas-Congo ne sera pas immédiatement supprimé.

L'activité d'Inga et celle de l'Institut ne feront pas double emploi; elles pourront, du moins pendant un certain temps, s'exercer de pair. Dès lors, le dernier alinéa de l'article 3 devrait être rédigé de la manière suivante :

.../...

"Le Roi peut, selon le développement de l'activité d'Inga, lui transférer tout ou partie du patrimoine de l'Institut national d'études pour le développement du Bas-Congo. Un arrêté royal détermine la date et les modalités des transferts".

\+

\+ \+

L'article 7 du projet confère au commissaire du gouvernement le pouvoir de suspendre les décisions d'Inga qui lui sembleraient contraires à la loi, aux statuts de l'organisme ou à l'intérêt général. Il importerait de préciser le point de départ du délai de huit jours qui est donné au commissaire du gouvernement pour user du droit. Il conviendrait aussi de dire en termes exprès que le Ministre peut annuler la décision frappée de recours et de préciser le point de départ du délai dans lequel la décision d'annulation doit, le cas échéant, intervenir. Tel que l'alinéa 3 est formulé, le Ministre sera tenu de faire usage de ce pouvoir dans les quinze jours de la décision frappée de suspension, alors qu'il résulte des déclarations du délégué du Gouvernement que le délai ne court que du jour de la suspension.

Comme dans le système de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes parastataux, modifiée par la loi du 18 décembre 1957, le Ministre ne pourra annuler que les décisions qui auront, au préalable, été suspendues par le commissaire du gouvernement. Si ce dernier omet d'user de son droit, le Ministre sera désarmé.

En revanche, à la différence de la même loi, le projet ne permet pas au Ministre de désigner auprès d'Inga un ou plusieurs reviseurs chargés de contrôler les écritures de l'établissement public et d'en certifier l'exactitude et la sincérité ainsi que de lui faire périodiquement rapport sur la situation active et passive de l'établissement, de même que sur les résultats de l'exploitation (article 13 de la loi du 16 mars 1954).

On note aussi qu'hormis quelques dispositions éparses, le projet ne contient aucun article relatif aux ressources d'Inga et aux tarifs de ses fournitures et services.

L'article 10, alinéa 2, porte que "Les dispositions légales qui régissent la comptabilité publique ne sont pas applicables à Inga".

Il résulte des explications du délégué du Gouvernement que par "dispositions légales" on n'entend bien ici que les seules dispositions des décrets et arrêtés royaux, à l'exclusion des dispositions de la charte du 18 octobre 1908 et, notamment, de son article 13. Il serait préférable, pour éviter toute équivoque, de citer expressément les dispositions relatives à la comptabilité publique, à savoir le décret du Roi souverain du 6 octobre 1885 sur la comptabilité de l'Etat indépendant du Congo et l'arrêté royal du 5 octobre 1951.

\+

\+ \+

L'urgence invoquée ne permet pas au Conseil d'Etat de s'attacher aux détails de l'ordonnance du texte et de sa rédaction. Quelques modifications sont cependant suggérées ci-après .

Au préambule, la mention de l'urgence doit être placée après la référence à la loi du 18 octobre 1908.

Les alinéas 2 et 3 de l'article 1er gagneraient à être rédigés comme suit :

"L'établissement jouit de la personnalité juridique.

Un arrêté royal en fixe les statuts".

Il conviendrait, aux articles 2 et suivants, de mettre le nom de l'établissement public entre guillemets.

A l'article 2, alinéa 2, troisième ligne, les mots "relatifs aux exploitations" devraient être remplacés par "relatifs à l'exploitation".

A l'alinéa 3,dernière ligne, du même article, les mots "où il peut exercer son action" pourraient être remplacés par "il est autorisé à exercer son action".

.../...

L'article 3, alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Le Congo belge cédera à "Inga" les biens déjà acquis pour la mise en valeur du site d'Inga ainsi que les travaux et les études effectués à son initiative. Le Ministre en arrête l'inventaire dans les trois mois de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal établissant les statuts d'"Inga", et fixe la date et les modalités de leur cession".

A l'article 3, dernier alinéa, il serait préférable de dire "un arrêté royal déterminera ...". Cette disposition devrait faire l'objet d'un article distinct.

A l'article 5, dernier alinéa, il convient de dire "les barèmes de traitement du personnel".

L'article 6, premier alinéa, gagnerait à être rédigé comme suit :

"Le Ministre contrôle l'activité d'"Inga" par l'intermédiaire d'un commissaire du gouvernement nommé par le Roi".

Enfin, il conviendrait de rédiger l'article 7 au temps présent.

+

+ +

.../...

Par souci de la concordance entre les deux versions, il y aurait enfin lieu de rédiger le texte néerlandais de l'article 2, alinéas 1er et 2, ainsi qu'il suit :

- de elektrische energie onder al haar vormen voort te brengen door alle middelen en die op enigerlei wijze over te brengen, om te vormen, te verdelen en te gebruiken;

Inga kan eveneens alle brevetten betreffende de exploitatie van natuurkrachten en op de omvorming ervan in elektrische energie, nemen, exploiteren, kopen en verkopen; het kan inschrijven op alle aandelen, obligaties en andere effecten van vennootschappen die een doel nastreven dat analoog is met of gelijk aan het hare of ermede verband houdt, ze door aankoop, inbreng of op elke andere wijze verkrijgen, ze verhandelen, verkopen, ruilen; aan deze vennootschappen elke technische, technische, industriële of financiële hulp verlenen.

A l'article 4, in fine de l'alinéa 2 de la version néerlandaise, il convient de remplacer les mots "wordt aan Inga verworven" par "vervalt aan Inga".

A l'article 7, il y a lieu de substituer le terme "beroep" à "verhaal".

Het ontwerp strekt tot oprichting van een openbare instelling, "Inga" genaamd, die ermede belast wordt "in de streek van Inga de waters van de Congostroom te gebruiken voor het voortbrengen van elektrische energie of voor alle andere doeleinden".

Artikel 22, eerste lid, van de wet van 18 oktober 1908 op het gouvernement van Belgisch-Congo verhindert niet dat de Koning, als hij de wetgevende macht bij decreet uitoefent, een openbare instelling opricht en het vaststellen van het gedetailleerde statuut aan een koninklijk besluit overlaat.

De Regering ziet in de nieuwe openbare instelling een overgangsorgaan, waarvan de taak beperkt moet blijven tot het op gang brengen van de bedrijfsexploitatie van de Inga-streek. Zij zou een kortstondige levensduur hebben en later door een definitief lichaam worden vervangen. In de definitieve regeling zal Belgisch-Congo met andere publiekrechtelijke of privaatrechtelijke personen geassocieerd zijn. Dit blijkt tegelijk uit inlichtingen die de gemachtigde van de Minister aan de Raad van State heeft verstrekt en uit het laatste lid van artikel 2 dat bepaalt :

.../...

"Met het oog op de verwezenlijking van zijn voornaamste doel zal Inga zich associëren met openbare of private, Belgische, Congolese of buitenlandse personen door zich in te richten, mits machtiging daartoe wordt verleend door de Koning en onder de door Hem te bepalen voorwaarden, als publiekrechtelijke of privaatrechtelijke vereniging. Te dien einde zal de Koning de ontbinding uitspreken van de openbare instelling".

Als deze bepaling alleen bedoelde, uiting te geven aan de voornemens van de Regering, zou zij in een normatieve tekst niet thuis horen. Maar zij heeft een ander doel : nu reeds de Koning bevoegd te verklaren om tegelijk een nieuwe instelling op te richten, de beginselen van haar werking vast te stellen, Inga te ontbinden, en namens Belgisch-Congo, de algemeenheid van haar goederen aan de nieuwe instelling over te dragen.

De ontworpen bepaling is enigszins dubbelzinnig, want enerzijds zou Inga met publiekrechtelijke of privaatrechtelijke personen worden geassocieerd en anderzijds zou de Koning de ontbinding van Inga uitspreken. Nu is het niet duidelijk hoe die openbare instelling, zonder verder te blijven bestaan, met andere rechtspersonen geassocieerd zou kunnen worden. De onderstaande tekst beantwoordt aan de bedoeling van de Regering, zoals haar gemachtigde die aan de Raad heeft uiteengezet :

.../...

"Wanneer de Koning zal oordelen dat gelet op de economische omstandigheden de hoofdtaak van Inga aan een publiekrechtelijke vereniging of aan een privaatrechtelijke vennootschap kan worden opgedragen, zal hij bij koninklijk besluit de openbare instelling Inga ontbinden en, onder bij koninklijk besluit te bepalen voorwaarden, deelnemen aan de oprichting van een publiekrechtelijke vereniging waarin, namens Belgisch-Congo, inbreng van de algemeenheid der goederen van Inga zal worden gedaan, of onder bij koninklijk besluit te bepalen voorwaarden, namens Belgisch-Congo, de algemeenheid der goederen van Inga aan een privaatrechtelijke vennootschap overdragen.

De Koning zal zo nodig kunnen beslissen dat Inga voor de behoeften van haar vereffening voortbestaat".

Deze bepaling die overigens niets uit te staan heeft met de bepaling der opdracht van Inga waarop alle andere voorzieningen van artikel 2 van het ontwerp betrekking hebben, zou in een afzonderlijk artikel aan het einde van het ontwerp moeten worden opgenomen.

Binnen de zeer korte termijn waarover hij voor het geven van zijn advies heeft beschikt, heeft de Raad van State geen grondige studie kunnen wijden aan het vraagstuk dat ten aanzien van het bepaalde in artikel 22, derde lid, van de wet van 18 oktober 1908 op het gouvernement van Belgisch-Congo rijst ingevolge de bedoeling van de Regering om de openbare instelling, die het decreet zal oprichten, door een andere instelling te vervangen. Volgens het ontwerp zal een koninklijk besluit moeten uitmaken of een publiekrechtelijke vereniging dan wel een privaatrechtelijke vennootschap tot stand zal komen; op dezelfde wijze zal ook de Koning de voorwaarde vast-

.../...

stellen waaraan de publiekrechtelijke vereniging of de privaatrechtelijke vennootschap moet voldoen opdat Belgisch-Congo aan de onderneming kan deelnemen en de gezamenlijke goederen van Inga kan overdragen. Dit alles is van zeer groot gewicht en schijnt verder te reiken dan de delegatie die met artikel 22, derde lid, bestaanbaar is. Volgens dit artikel immers "is de opdracht van de wetgevende macht verboden".

Hetzelfde bezwaar is evenwel minder sterk wanneer het ingebracht wordt tegen de bepalingen die de Koning belasten met het vaststellen van de statuten der openbare instelling, aangezien het decreet zelf de hoofdbeginselen inzake werking evenals de wijze van controle welke aan de overheid toekomt, vaststelt.

\+

\+ \+

Het derde lid van artikel 3 van het ontwerp bepaalt :

"Bovendien zal Belgisch-Congo het niet gebruikte saldo van de kredieten welke met het oog op de aankoop van deze goederen en op de verwezenlijking van bedoelde werken en studies op de begroting van Belgisch-Congo zijn uitgetrokken ter beschikking stellen van Inga".

.../...

Dit lijkt een zuivere overgangsbepaling te zijn voor het dienstjaar 1959 en van de nog niet afgesloten dienstjaren 1957 en 1958. Luidens artikel 12, derde lid, van de wet van 18 oktober 1908 moeten zulke overdrachten echter het voorwerp zijn van een ontwerp van wet tot goedkeuring, tenzij het voor het dienstjaar 1959 nog mogelijk zou zijn het ontwerp van buitengewone begroting te wijzigen.

Het laatste lid van artikel 3 bepaalt :

"De Koning zal de datum en de modaliteiten bepalen van de overname door Inga van de activa- en passivastand van het Nationaal Instituut voor de Studie van de Ontwikkeling van Neder-Congo".

Zo wekt deze tekst de indruk dat eerlang een eind zal worden gemaakt aan de werkzaamheid van het Nationaal Instituut voor de Studie van de Ontwikkeling van Neder-Congo. Uit de verklaringen van de gemachtigde van de Regering blijkt echter, dat het Nationaal Instituut voor de Studie van de Ontwikkeling van Neder-Congo niet dadelijk zal worden afgeschaft.

Inga en het Instituut zullen niet hetzelfde werk verrichten, of kunnen, althans een tijd lang naast elkaar voortwerken. Een betere lezing voor het derde lid van artikel 3 ware dan ook :

.../...

"Naar gelang van de stand der werkzaamheden van Inga, kan de Koning daaraan het vermogen van het Nationaal Instituut voor de Studie van de Ontwikkeling van Neder-Congo geheel of gedeeltelijk overdragen. Een koninklijk besluit bepaalt de datum en de nadere regelen voor de overdrachten".

\+

\+ \+

Artikel 7 verleent aan de Regeringscommissaris bevoegdheid tot het opschorten van beslissingen van Inga, die hem strijdig mochten lijken met de wet, de statuten van de instelling of het algemeen belang. Hier zou moeten worden aangegeven, wanneer juist de termijn van acht dagen ingaat, die aan de Regeringcommissaris voor het uitoefenen van dit recht wordt toegestaan. Met zoveel woorden moet ook worden gezegd dat de Minister de beroepen beslissing nietig kan verklaren, en wanneer juist de termijn ingaat waarin de nietigverklaring in voorkomend geval moet worden uitgesproken. Zoals het derde lid gesteld is, moet de Minister deze bevoegdheid binnen vijftien dagen na de opgeschorte beslissing uitoefenen, terwijl de termijn volgens de gemachtigde van de Regering eerst de dag van de opschorting ingaat.

Evenals in het systeem van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige parastatale instellingen, gewijzigd bij de wet van 18 december 1957, zal de Minister alleen beslissingen, die de Regeringscommissaris te voren heeft opgeschort, nietig kunnen verklaren. Maakt de Regeringscommissaris geen gebruik van zijn recht, dan staat de Minister machteloos.

.../...

Anders dan in de evengenoemde wet echter, kan de Minister volgens het ontwerp, geen revisoren bij Inga aanstellen om op de geschriften van de openbare instelling controle uit te oefenen en ze juist en echt te verklaren, en om hem op gestelde tijden verslag uit te brengen over actief, passief en bedrijfsinkomsten van de instelling (artikel 13 van de wet van 16 maart 1954).

Opgemerkt moge ook worden dat het ontwerp, op enkele verspreide bepalingen na, geen artikel bevat betreffende Inga's hulpmiddelen en tarieven voor leveringen en diensten.

Volgens artikel 10, tweede lid, zijn "de wettelijke bepalingen welke gelden inzake openbare comptabiliteit niet op Inga van toepassing".

Onder "wettelijke bepalingen" worden hier volgens de gemachtigde van de Regering alleen verstaan, bepalingen van decreten en koninklijke besluiten met uitsluiting van de voorzieningen van het Handvest van 18 oktober 1908 en ondermeer van artikel 13. Om misverstand uit de weg te gaan ware het verkieslijk de bepalingen betreffende de openbare comptabiliteit uitdrukkelijk te vernoemen, met name het decreet van de Soevereine Vorst van 6 oktober 1885 op de comptabiliteit van de Onafhankelijke Congostaat en het koninklijk besluit van 5 oktober 1951.

\+

\+ \+

.../...

Wegens de gevraagde spoedbehandeling is het voor de Raad van State niet mogelijk, dieper in te gaan op de materiële voorstelling en de redactie van het ontwerp. Enige wijzigingen mogen echter worden aanbevolen.

In de aanhef moet de vermelding van het spoedkarakter komen na de vermelding van de wet van 18 oktober 1908.

Het tweede en het derde lid leze men als volgt :

"De instelling heeft rechtspersoonlijkheid.

Een koninklijk besluit stelt de statuten ervan vast".

In artikel 2 en volgende plaatse men de naam van de openbare instelling tussen aanhalingstekens.

In artikel 2, tweede lid, derde regel, vervange men in de Franse tekst "relatifs aux exploitations" door "relatifs à l'exploitation".

In hetzelfde derde lid, laatste regel, vervange men de woorden "waar het zijn bedrijvigheid kan uitoefenen" door "waar het gemachtigd is zijn werkzaamheid uit te oefenen".

.../...

Een betere lezing voor artikel 3, tweede lid, ware :

"Belgisch-Congo zal aan Inga de voor het productief maken van het Inga-oord reeds verkregen goederen, alsook de op haar initiatief verrichte werken en studies overdragen. De Minister maakt de inventaris ervan op binnen drie maanden na de inwerkingtreding van het koninklijk besluit tot vaststelling der statuten van Inga en bepaalt de datum en de nadere regelen van de overdracht".

In artikel 3, laatste lid, wordt beter gezegd : "Een koninklijk besluit zal de datum ...". Deze bepaling zou een afzonderlijk artikel moeten vormen.

In artikel 5, laatste lid, van de Franse tekst, moet worden gelezen : "les barèmes de traitement du personnel".

Een betere lezing voor artikel 6, eerste lid, ware :

"De Minister oefent op de werkzaamheden van Inga toezicht uit door bemiddeling van een door de Koning benoemd Regeringscommissaris".

Tenslotte behoort artikel 7 in de tegenwoordige tijd te worden gesteld.

\+

\+ +

.../...

Met het oog op de overeenstemming van beide teksten stelle men artikel 2, eerste en tweede lid, als volgt :

- de elektrische energie onder al haar vormen voort te brengen door alle middelen en die op enigerlei wijze over te brengen, om te vormen, te verdelen en te gebruiken ;

Inga kan eveneens alle brevetten betreffende de exploitatie van natuurkrachten en op de omvorming ervan in elektrische energie, nemen, exploiteren, kopen en verkopen ; het kan inschrijven op alle aandelen, obligaties en andere effecten van vennootschappen die een doel nastreven dat analoog is met of gelijk aan het hare of ermede verband houdt, ze door aankoop, inbreng of op elke andere wijze verkrijgen, ze verhandelen, verkopen, ruilen; aan deze vennootschappen elke technische, industriële of financiële hulp verlenen.

Aan het slot van artikel 4, tweede lid, vervange men "wordt aan Inga verworven" door "vervalt aan Inga" .

In artikel 7 vervange men "verhaal" door "beroep".

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	F.LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président, voorzitter,
	A.MAST, P.DE BOCK,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
Madame : Mevrouw :	J.DE KOSTER,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F.LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M.P.MAROY, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J.DE KOSTER.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F.LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H.P.MAROY, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F.LEPAGE.